

Développement durable

juin 2011



Animation socioculturelle

HETS – Genève PT09

Brandi en étendard par les programmes de partis, le développement durable est porteur d'une vision sociétale qui articule le social, l'économie et l'écologie pour un équilibre durable. Comment l'animation peut-elle s'y inscrire pour approcher réellement de cet idéal collectif?

Synthèse des informations recueillies

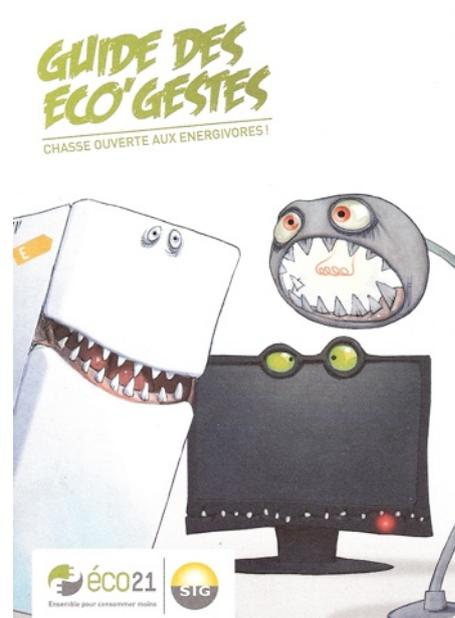
★ Cours avec M. Jeanneret et visite du projet Eco21

Tout d'abord, M. Cédric Jeanneret est venu nous donner un cours. Il nous a parlé des projets sur lesquels il travaille. Engagé par les SIG (Services Industriels de Genève¹), il mène des actions pour favoriser les économies d'électricité. Il travaille sur plusieurs projets dont «double éco» et «opérations éco-sociales».

Le principe de «double éco» est très simple. Les personnes intéressées doivent simplement s'inscrire auprès des SIG (depuis leur site internet²), puis elles reçoivent le guide des ECO'GESTES. Si en mettant en pratique ces quelques conseils, les gens inscrits parviennent à diminuer leur facture d'électricité, par exemple de 50.- par rapport l'année précédente, alors les SIG offrent encore 50.- de réduction sur la facture. Toute personne habitant Genève peut s'inscrire gratuitement à cette action.

Suite à la présentation de cette action, une question est apparue : qu'en est-il de ceux qui économisent déjà un maximum d'électricité? Effectivement, ces personnes déjà sensibles à l'écologie ne peuvent rien gagner financièrement avec cette action. Est-ce juste ou pas, le débat est ouvert.

Les «opérations éco-sociales» visent principalement les personnes en difficulté financière. En collaboration avec les communes de Genève, les SIG mènent des actions dans différents quartiers dits populaires du canton. Leur réflexion est la suivante: avoir des appareils qui utilisent peu d'énergie permet de faire des économies sur la facture d'électricité et cela serait profitable aux personnes ayant peu de moyens. Cependant, la première année, il faut tout de même investir afin d'avoir tous les appareils nécessaires et peu gourmands en énergie. Malheureusement, cet investissement est trop conséquent pour beaucoup de ces personnes se trouvant dans des situations plus ou moins précaires. Les SIG ont donc lancé ce programme afin d'offrir à ces gens des ampoules économiques, des bouilloires, des rabais pour des frigos, etc.



¹ La SIG est l'entreprise qui fournit l'eau, le gaz, l'électricité et l'énergie thermique à Genève. <http://www.sig-ge.ch/>

² <http://www.eco21.ch/eco21/particuliers/conditions-participations.html>

L'action se déroule en trois temps :

- Recrutement des «ambassadeurs» : généralement ce sont de jeunes adultes du quartier, libres le temps de l'action ou au chômage. Ils reçoivent une formation d'environ une semaine et sont ensuite engagés pour la durée de l'opération.
- Information et prise de contact : les ambassadeurs avec l'aide des superviseurs de l'opération, font une campagne d'information en mettant des affiches, en se postant en bas des immeubles pour avertir les habitants et pour prendre rendez-vous avec eux.
- Visites : les ambassadeurs effectuent plusieurs visites par jour. Grâce à leur formation, ils peuvent faire rapidement un diagnostic des «énergivores». Ils changent toutes les ampoules (même difficiles d'accès), offrent des bouilloires, si besoin est, des multiprises à interrupteur pour éteindre les veilles et des rabais de 30 à 40% accompagnés d'un chèque «froid» de 500.- pour des réfrigérateurs/congérateurs de catégories A+. Ils ont également des lampadaires à LED neufs pour remplacer tous ceux qui sont halogènes.



Tout ce qui est changé dans un appartement est ensuite récupéré et recyclé. Sur la photo, un charriot d'ambassadeur avec toutes sortes d'ampoules.

Nous, lors de notre visite du projet avec le K-way de l'action et les lampadaires halogènes retirés des domiciles.



★ Entretien avec Mme Camille Bierens de Haan

Mme Bierens de Haan est animatrice socioculturelle et fondatrice d'EcoAttitude. Elle nous a parlé des différents projets qu'elle a menés avec son association. Au départ, elle était très investie dans les éco-quartiers et leur développement. Elle nous a expliqué que leur fondement vient des éco-villages dont l'un des plus anciens se trouve à Findhorn en Ecosse. En Suisse, le principe n'est pas applicable pour des raisons d'espace et de densité. C'est pour cela que l'on s'est tourné vers le système d'éco-quartiers.

A Genève, il y a peu de place pour construire et le terrain est cher ; de ce fait les projets d'éco-quartiers concernent de grosses sommes d'argent. Le sens même de ces lieux d'habitation est souvent perdu en cours de route. Effectivement, à l'heure actuelle, construire « éco » est vendeur, mais à quel point les principes de base de ces éco-quartiers sont ils respectés? Un véritable éco-quartier commence par une démarche participative, une demande émanant du bas, des habitants. Il y a tout un côté social à ces quartiers qu'il ne faut pas négliger. Ce n'est pas en mettant deux panneaux solaires sur un toit que nous construisons « durable ». A Genève, les projets sont initiés par les communes ou l'Etat, donc par le haut. Ce fonctionnement ne permet pas d'investissement citoyen comme cela devrait exister pour un tel lieu. Il est également important de savoir qu'à l'heure actuelle, un projet de construction, s'il n'est pas éco, est généralement refusé.

Le problème n'est pas uniquement lié à la décision qui vient du haut. L'autre difficulté est que les gens votent pour une démarche, donnent leur avis puis se désintéressent du projet. Ils pensent que ce n'est pas leur rôle et que c'est aux élus de faire le reste du travail. Comme évoqué ci-dessus, si le projet n'émerge pas des citoyens, il ne marchera pas, ou du moins, perdra son sens et son aspect social.

L'animateur socioculturel aurait une place justifiable dans les éco-quartiers, en tant que travailleur social, mais aussi comme simple citoyen. Il y a besoin de personnes pour éveiller l'intérêt des gens et créer l'impulsion. Pour Mme Bierens de Haan, notre travail dans ce domaine se trouve quelque part entre le socioculturel et le militantisme. Il faut motiver les citoyens, ne pas les laisser «s'endormir» quand les choses prennent du temps pour avancer. Le travailleur social peut également mettre en évidence l'importance des espaces communs et, avec les citoyens, les réclamer s'ils n'ont pas été prévus.

Camille Bierens de Haan s'est lancée dans le projet EcoAttitude dans un esprit citoyen plus que parce qu'elle est animatrice socioculturelle. Elle a beaucoup travaillé sur les éco-quartiers mais lorsque nous l'avons rencontrée, elle semblait découragée par ce qui se fait en ce moment (la politisation des éco-quartiers, l'usage du terme éco à toutes les sauces, etc.). Depuis l'été 2010, elle s'est donc lancée dans une autre direction, celle des villes en transition dont nous développerons le principe plus bas.

Pour Mme Bierens de Haan, la situation actuelle est très problématique et voyager en train ou consommer local ne suffit pas pour inverser la tendance. La situation peut se dégrader de n'importe quel côté : l'agriculture (famines), l'économie (crise), le climat, la santé (épidémies), etc. On ne pourra pas éviter cela, mais on peut s'y préparer en imaginant des manières de se relever par la suite. Il faut commencer à penser autrement (la prise de décision, le pouvoir, l'argent, etc) et à réfléchir comment nous nous débrouillerons par la suite.

Bien que la situation puisse paraître assez négative, il faut donner de l'espoir aux gens en leur expliquant que l'on peut vivre autrement et mieux. Il faut arrêter de dire que c'est trop tard car cela ne donne pas envie de se mobiliser. Il est important, pour les gens qui travaillent dans ce domaine, d'étudier la résistance au changement, et de comprendre comment conscientiser les gens.

Le but est de réveiller, de stimuler les citoyens pour inventer ensemble un autre avenir meilleur. Donner la possibilité aux gens de prendre possession de leur vie.

★ Entretien avec Madame Gisèle Vögeli

Après avoir travaillé 10 ans au WWF, Mme Vögeli avait l'impression que les actions menées auprès des enfants ne touchaient pas toutes les couches de la population. Elle a donc décidé de travailler dans une maison de quartier où les gens viennent également de milieux plus populaires. Elle est restée à cet endroit pendant 10 ans. Durant ces années, elle s'est rendu compte que les travailleurs sociaux n'avaient généralement pas assez de compétences spécifiques au développement durable pour le transmettre aux enfants. C'est pourquoi elle a proposé d'insérer des cours touchant à ce domaine à la Haute Ecole de Travail Social de Genève où elle est devenue enseignante.

Gisèle Vögeli nous a expliqué que l'insertion de ces cours dans le programme a été une lutte acharnée. Bien que la HETS lui ait laissé la possibilité de donner des cours aux futurs animateurs socioculturels, ceux donnés depuis peu à l'ensemble des étudiants sont remis en question chaque année au sein de l'établissement.

Elle trouve surprenante cette résistance des travailleurs sociaux à vouloir travailler dans ce domaine-là. Elle nous a expliqué que bien souvent les gens lui répondent qu'ils sont engagés pour aider les humains et non pas pour sauver la planète ou la biodiversité. Pourtant, comme elle l'a évoqué, l'homme s'inscrit dans son environnement, il est directement affecté par ce qui se passe dans le monde. Un bon exemple est les migrations liées aux dérèglements climatiques. Cette problématique ne va que continuer à s'aggraver si on ne décide pas de changer. La difficulté est que les travailleurs sociaux n'ont que très peu de notions de systémique qui permettent de faire une analyse d'un bout à l'autre et selon le contexte d'une situation donnée.

Par contre, les travailleurs sociaux ont de très bonnes connaissances du travail en réseau, de communication, de médiation, de coopération, etc. Il serait donc utile de pouvoir valoriser ces compétences afin de prouver la légitimité des professionnels du social dans des tâches différentes de celles dont nous avons l'habitude. Par exemple, les grandes entreprises cherchent de plus en plus à devenir «vertes», au moins pour l'image. Alors pourquoi ne pas se proposer pour créer des équipes qui travailleraient sur ces projets? Et profiter de ces opportunités qui ont le vent en poupe pour vraiment faire changer les choses.

Les postes à créer sont très variés. Il y a par exemple, comme évoqué ci-dessus, la création d'équipes dans les entreprises pour aider ceux-ci à gérer les déchets, économiser leurs ressources. Il pourrait également y avoir des places dans les offices du tourisme, ou dans le culturel durable.

L'animateur socioculturel aurait également une place à faire valoir dans les centres de protection de la nature où il pourrait apporter un regard différent de celui des biologistes. Mais ces endroits sont difficilement accessibles aux travailleurs sociaux, même pour des stages. En effet, les responsables de ces lieux n'en voient pas l'intérêt. Pourtant, il y a quelques années, une étudiante a pu se faire engager lors de sa formation dans un de ces centres près de Bienne. Elle a mis en place toute une structure pour l'accueil des classes. Les responsables de la petite réserve ont été très satisfaits de son travail et continuent à prendre des stagiaires.

★ Villes en transition

Nous avons regardé un DVD qui explique le principe des « villes en transition ». Cette manière de faire a vu le jour en Grande-Bretagne. Il s'agit d'une démarche participative venant des citoyens dont le but est de changer une ville pour qu'elle devienne plus durable (écologiquement, économiquement et socialement). Cela peut passer par de nombreuses idées et manières de faire dont plusieurs exemples sont donnés dans ce document.

Il est possible de réduire la pollution en consommant des produits locaux et de saison. Pour encourager cela et faire connaître aux personnes de la région ce qui se cultive chez elles, une ville d'Irlande a organisé un concours de cuisine utilisant les produits de la région.

Une autre façon d'encourager cette pratique est l'organisation de partages de jardins. En effet, il a été remarqué que beaucoup de gens avaient des jardins sans pour autant en profiter pour les cultiver. A l'inverse, d'autres personnes vivant en appartement n'ont pas la chance d'avoir de terrain et aimeraient bien s'adonner au jardinage. C'est comme cela qu'est venue l'idée du partage. Les gens qui disposent d'un jardin en mettent une partie à disposition d'une personne qui souhaite travailler la terre et produire ses propres légumes.

Dans certaines zones de Grande-Bretagne, il y a eu la mise en place de monnaies complémentaires. Le but de celles-ci est que seuls les producteurs ou commerçants locaux acceptent cette monnaie. Cela encourage donc les échanges entre personnes d'un territoire restreint et valorise donc le commerce local.

Un autre élément qui est mis en avant de ce documentaire est que les enfants représentent l'avenir et qu'il est donc important que leur éducation soit adaptée à notre époque. De ce fait, il y a certaines actions qui se font dans les écoles ou qui visent directement et spécifiquement à sensibiliser les enfants.

Des ateliers de confection intergénérationnels (enfants, adultes, personnes âgées) ont également été mis en place. De cette manière, le lien entre les gens est favorisé par la créativité et cela montre tout ce qui peut être fait avec des matériaux qu'on mettrait habituellement à la poubelle.

La mobilité est aussi un point important du développement durable et donc des «villes en transition». Pour cela, les gens qui travaillent sur ces projets favorisent le covoiturage, le vélo ou les transports publics. Une autre possibilité est de mettre en location des voitures électriques comme le fait une ville d'Angleterre.

Pour pouvoir mettre tout cela en place, il faut en parler avec les élus et les amener à prendre part aux actions. Même si les citoyens doivent être à la base de ces actions, une politique qui les soutient est primordiale.

★ Repères centres sociaux et développement durable

Dans les centres sociaux français, les professionnels sont là pour aider les habitants à monter des projets qui auront forcément une influence sur le développement territorial. Le but est également de former les gens afin qu'ils aient un esprit critique plus prononcé. Ceci se fait notamment grâce à des espaces de discussions et de débats. Les centres essaient aussi de sensibiliser les citoyens aux enjeux de notre société actuelle. Avoir connaissance de ces éléments permettra à la population de prendre des décisions et d'agir dans son quotidien en connaissance de cause.

Dans les centres sociaux, on peut souvent retrouver une politique de développement local ainsi qu'un fonctionnement démocratique. En effet, les habitants ont la possibilité de s'exprimer.

Tous ces éléments font que les centres sociaux ont une manière de fonctionner en accord avec les valeurs du développement durable. Cela pourrait donc nous donner des idées sur la manière d'amener une façon de vivre plus soutenable dans les institutions. De plus, dans le social, il est important de prendre en compte l'individu, la population dans son environnement, ce qui lie une fois de plus ce domaine au développement durable.

Positionnement de l'animation socioculturelle dans le développement durable

Comme nous l'avons évoqué dans l'article, le développement durable n'est pas encore un champ où le travail social est très présent. Cela est peut-être dû à certaines réticences que l'on peut retrouver dès la formation.

Bien que le développement durable ne soit encore que peu pris en compte dans notre profession, il est important de comprendre l'enjeu qui lui est lié. Il faut donc investiguer, chercher, tester le plus de manières possibles pour lier davantage le travail social au développement durable.

Il y a deux manières de penser le futur en lien avec le développement soutenable ; une très positive et l'autre moins. La première envisage que nous pouvons changer pour aller vers le mieux vivre et ce, sans arriver à un moment de crise (à tous les niveaux). La deuxième émet, par contre, l'hypothèse que nous ne sommes pas capables de modifier nos habitudes avant d'attendre un tel point et que nous ne transformerons notre façon de vivre qu'après celui-ci.

Même si ces deux courants divergent sur certains aspects, il y en a un qui est similaire : nous allons évoluer, changer, afin de pouvoir survivre.

Positionnement personnel

Avant de réaliser ce travail, nous étions très positives face à tout ce qui est en train de se faire dans l'éco, le bio ; le durable quoi ! A peine nous avons choisi ce thème, M. Cédric Jeanneret est venu nous présenter Eco21. Nous sommes sorties de ce cours motivées et optimistes face à ces projets.

Malheureusement, par la suite, plus nous avançons dans nos recherches, plus nous trouvons un discours négatif. Nous avons entendu qu'il n'était pas possible de continuer à avancer avec notre système actuel, et que ce n'est pas avec de petits changements que nous inverserons la tendance.

Certains pensent que nous devons radicalement modifier nos habitudes de vie, sans quoi nous courrons à notre perte et que cette prise de conscience ne viendra pas avant d'arriver à un point critique, à un «crash». Nous nous demandons donc : est-ce que la situation est en si mauvais état?

Alors que nous entendions ce discours d'un côté, d'autres nous disaient que nous avons actuellement les moyens techniques d'avoir une meilleure qualité de vie. Il faudrait pour cela consommer moins d'énergie, mais surtout mieux utiliser les ressources.

Alors où en sommes-nous réellement? Ces différentes manières de penser n'engendrent-elles pas la confusion auprès des gens? Pourtant «éco», «énergies vertes», «bio», c'est

vendeur, et de plus en plus! Dans des sondages récents, l'écologie est la plus grande préoccupation des Romands. Les gens sont-ils donc vraiment inconscients des enjeux actuels? Au lendemain d'une décision révolutionnaire de notre pays d'abandonner le nucléaire, ne sommes-nous pas sur la bonne voie?

Malgré toutes ces questions qui nous trottent dans la tête, une chose est sûre pour nous : il serait nécessaire de mettre en place des politiques internationales pour un développement durable. Bien que nous ayons des politiques de protection de l'environnement ici, si tout le monde ne s'y met pas, les choses ne changeront pas suffisamment. Comme exemple, la Suisse et l'Allemagne veulent arrêter la production d'énergie nucléaire, pourtant la France a 58 réacteurs répartis dans 19 centrales. Sur un territoire aussi petit, une catastrophe survenant chez l'un fera subir à tous les conséquences. Tout comme l'illustre le dessin du créateur de bande dessinée Alain Auderset, notre terre est petite et ce qui se passe ailleurs, a des influences pour tous.



Mme. Camille Bierens de Haan

Mme. Gisèle Vögeli

Ouvrages de références

Villes en transitions (2009) (the transition network)

Tayebi, S. & Lopez, P. (2009) *Repères centres sociaux et développement durable*

Table des illustrations

Image 1 : <http://www.rice.re/pressbook.htm>

Image 2 : scan du guide éco-gestes créé par les SIG

Image 3 et 4 : photos prises lors de notre visite du projet d'Eco21

Image 5 : dessin d'Alain Auderset tirée de la bande dessinée «Idées reçues»